



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Ukraine

Question au Gouvernement n° 1673

Texte de la question

SITUATION EN UKRAINE

M. le président. La parole est à M. François Sauvadet, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. François Sauvadet. Monsieur le président, vous me permettrez tout d'abord de regretter l'absence de M. le Premier ministre pour répondre aux questions de notre assemblée... *(Rires et exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI.)*

Plusieurs députés du groupe UMP . Mais si, il est là ! C'est Bartolone !

M. Guy Geoffroy. Ah, ça grenouille, en face !

M. François Sauvadet. ... un moment où la situation est particulièrement dramatique aux portes de l'Union européenne. Je parle, comme chacun l'aura compris, de ce qui se passe à Kiev et dans le reste de l'Ukraine, où l'on compte à l'heure actuelle 26 personnes tuées et des centaines de blessés – et le bilan s'alourdit d'heure en heure. Je veux tout d'abord, au nom du groupe UDI – mais sans doute notre sentiment est-il partagé par beaucoup – dénoncer l'usage qui est fait de la force, et délivrer un message de soutien et d'amitié aux Ukrainiens, qui subissent depuis de longs mois les assauts des forces de l'ordre. *(Applaudissements sur tous les bancs.)* Nous dénonçons – de façon unanime sur les bancs de notre assemblée, je crois pouvoir le dire – cette violence inacceptable, qui appelle de la part de notre pays, mais aussi de la communauté internationale, une condamnation ferme et sans équivoque.

Depuis le début de cette crise – je le dis sans esprit polémique –, nous sommes restés trop silencieux, en France, sur ce qui se passait à nos portes.

M. Pierre Lellouche. Pas silencieux : inexistants !

M. François Sauvadet. Nous devons interpeller l'Union européenne, qui s'est montrée partagée, divisée, et est restée sourde aux appels d'un peuple...

M. Pierre Lellouche. Scandaleux !

M. François Sauvadet. ...qui lui tend pourtant la main et aspire à rejoindre la maison commune. Les députés du groupe UDI, profondément européens, sont particulièrement sensibles à cette absence de réponse. Monsieur le ministre des affaires étrangères – puisque j'imagine que c'est vous qui, en l'absence du Premier ministre, allez me répondre –, il y a désormais urgence à ce que tous les acteurs s'expriment fortement et prennent des

décisions rapides, car personne ne peut connaître l'issue de cette spirale de violence. Il faut désormais tout faire pour que ce pays ne sombre pas durablement dans la violence.

Le Gouvernement a annoncé des sanctions ciblées et personnelles contre les responsables de ces violences.

M. Pierre Lellouche. Il était temps !

M. François Sauvadet. Ces sanctions doivent aussi concerner leurs avoirs à l'étranger, car lesdits responsables devront rendre des comptes devant la communauté internationale. Mais nous devons aller plus loin. Ce que je demande, c'est que la France et l'Union européenne s'engagent pour permettre des élections libres, transparentes, afin que le peuple ukrainien puisse se choisir un destin et des dirigeants conformes à ses aspirations. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UDI et sur quelques bancs du groupe UMP.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères. Monsieur le président Sauvadet, je commencerai par condamner, comme vous l'avez fait très justement, les violences inacceptables, gravissimes, qui ont eu lieu hier, cette nuit, et encore ce matin à Kiev.

M. Pierre Lellouche. Vous avez mis trois mois !

M. Laurent Fabius, ministre. On parle de plus de 25 morts et de centaines de blessés, de scènes d'émeutes et de guerre civile. Comme l'ont dit le Président de la République française et Mme Merkel, la chancelière allemande, de tels faits sont inadmissibles. Je me joins à vous pour dire la solidarité de la nation française à l'égard de tous les Ukrainiens. *(Applaudissements sur tous les bancs.)*

Demain, à notre demande et à celle d'autres collègues, aura lieu à Bruxelles un conseil extraordinaire des ministres des Affaires étrangères, auquel je me rendrai. Le Président de la République a demandé que des sanctions ciblées et personnelles soient prises contre les responsables de ces exactions inadmissibles.

Parallèlement, nous avons fait en sorte que puisse s'engager ce qu'il faut bien appeler un dialogue – car il est nécessaire – entre le gouvernement ukrainien et l'opposition. C'est une tâche très difficile, mais il n'existe pas d'autre voie de sortie : il faudra bien que ce dialogue ait lieu, il faudra bien que le gouvernement change, il faudra bien qu'il y ait des élections. C'est la position de la France, et ne croyez pas que les choses soient faciles, car si notre cœur est évidemment du côté des Ukrainiens, qui luttent pour se rapprocher de l'Union européenne, chacun sait qu'une partie de l'Ukraine est profondément russophone et peut avoir d'autres aspirations.

Cependant, la tâche de l'Europe et de la France est bien de favoriser une solution pacifique, et croyez bien, monsieur Sauvadet, que nous y sommes engagés pleinement. Retenons l'idée de la condamnation des violences, du soutien de la population française aux Ukrainiens et de l'action pour sortir de la situation inadmissible qu'ils vivent. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC - Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

M. Pierre Lellouche. Il est dommage que vous vous réveilliez si tard !

Données clés

Auteur : [M. François Sauvadet](#)

Circonscription : Côte-d'Or (4^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1673

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [20 février 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [20 février 2014](#)